

Turquie : Verdicts dans le procès Ergenekon - analyse et commentaires (1^{re} partie)

lundi 26 août 2013, par [Pierre Pandelé](#)

Retour sur les verdicts du procès fleuve Ergenekon rendus le 6 août dernier, au travers d'un reader's digest préparé par l'excellent site turc indépendant d'informations T24 sur les réactions d'un certain nombre de chroniqueurs de la presse écrite turque. J'ai parfois rajouté ou retranché une phrase ou deux de la sélection opérée pour rendre les textes plus intelligibles.

Quelques explications sur Ergenekon.

[ndt] Ergenekon serait le nom d'une organisation secrète ayant eu pour objectif de renverser le pouvoir AKP, et tire son nom du lieu mythique d'où seraient originaire les Turcs. Cette thématique de l'Ergenekon occupe une place importante dans l'imaginaire politique d'une partie des nationalistes turcs qui dans leur quête des origines ont récupéré ce motif légendaire qui traverse l'histoire de certaines populations turco-mongoles d'Asie Centrale. Je conseille à ceux qui voudraient se faire une idée sur la question de jeter un œil à l'article l'article qu'Étienne Copeaux a écrit sur son blog.

L'origine d'Ergenekon se perd plus au moins dans les sables de l'histoire. La première occurrence écrite du terme Ergenekon (*Ergene Qûn*) apparaît dans l'œuvre de Rachid al-Dîn de Hamadan, homme d'état polyglotte servant la dynastie mongole des Ilkhanides au XIV^e siècle, auteur d'une gigantesque histoire universelle (*djâmi' al tawârîkh, la « somme des histoires »*) écrite en arabe, en persan et en mongol qui traite notamment de l'origine des Turcs et des Mongols. D'après la légende, « *Ergene Qûn* » désigne une vallée dans laquelle se réfugièrent deux guerriers qui s'avèreront être les ancêtres du peuple mongol. Certaines interprétations postérieures en ont fait le récit des origines des Turcs Bleus (*Köktürk*), grande confédération tribale nomade du haut Moyen-âge (VI-VIII^e siècle), lointains ancêtres des Turcs, ce qui a permis aux auteurs nationalistes en quête d'origines centre-asiatiques de s'emparer de cette référence et de l'offrir à la jeune République endeillée par la perte de son empire islamique universel.

Ergenekon est devenu une sorte de « *village gaulois* », à ceci près qu'il serait situé à cinq ou six milles kilomètres du territoire national. La geste nationale turque se mit ainsi à décrire ces guerriers nomades fondateurs d'Empire que leurs tribulations avaient amené aux portes de la Méditerranée. Le panturquisme, ce fantasme d'unification des peuples turciques d'Asie Centrale sous la houlette du peuple turc n'a jamais trouvé le moindre débouché politique mais s'est constamment nourri de ces légendes, si bien qu'Ergenekon est devenu une sorte de marqueur pour l'extrême droite « *völkisch* ». La célèbre organisation des Loups Gris (*bozkurt*) tire directement son nom de cette légende.

Le procès Ergenekon est une affaire gigantesque qui a débuté avec la découverte d'une cache d'armes à Istanbul en 2007 laquelle a débouché sur l'ouverture d'une instruction l'année suivante. Au fur et à mesure de l'enquête les services policiers auraient mis à jour une organisation criminelle composée pêle-mêle d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de mafieux, de militants d'extrême-droite mais aussi de nationalistes et ultra-nationalistes de gauche, d'intellectuels, de journalistes et écrivains qui auraient eu comme point commun l'opposition et la volonté de déstabiliser les forces islamo-conservatrices parvenues au pouvoir par le truchement de l'AKP. L'ampleur de l'affaire, qui représente des milliers de pages d'instruction, des centaines d'arrestations qui donneront lieu 274 inculpations étalées sur cinq ans, avec plusieurs ramifications et affaires corrélées, et brasse toute l'histoire politique et sécuritaire de la

Turquie des années 90 et 2000 défie la compréhension et l'analyse, d'autant qu'elle a été transformée par le pouvoir en place en un rouleau-compresseur lui permettant de laminer toute une partie de l'opposition et de mettre en cause de nombreuses personnalités de la vie publique turque dont l'appartenance à un réseau putschiste apparaît rien moins que probable.

Une partie des assassinats non résolus, des attentats ou tentatives d'attentat, des coups politiques dont certains ont marqué de manière indélébile l'histoire politique turque des dernières années (*comme les assassinats d'Uğur Mumcu et de Hrant Dink*) se sont ainsi vu mis sur le compte de ce fameux réseau. Mais l'on ignore dans quelle mesure il s'agit imputations mensongères ou des agissements réels du dernier avatar en date de l'« *État profond* » qui ne reculerait devant aucune vilénie et pratiquerait une stratégie de la tension incluant opérations de manipulation, de propagande et de déstabilisation. L'affaire a surtout permis à l'AKP, appuyé par les réseaux confrériques fethulladjis et süleymandjis de se débarrasser du régime de tutelle militaire et d'épurer les milieux militaires, policiers, judiciaires et administratifs d'un certain nombre de ses opposants.

C'est toute l'ambivalence de l'affaire, qui pose la question cruciale de savoir si le basculement des équilibres politiques en Turquie en faveur des islamo-conservateurs constitue une chance pour la Turquie d'exorciser ses vieux démons et de faire un pas décisif vers la démocratie et l'Etat de droit (*constituant dès lors une sorte d'affaire mani pulite à la turque*), ou bien l'énième avatar des luttes impitoyables que se mènent des coterie concurrentes en vue de s'approprier le contrôle de l'appareil d'état et se débarrasser de leurs concurrents. C'est la raison pour laquelle il est à peu près impossible de trouver une analyse informée, claire et précise sur les ramifications de l'affaire Ergenekon, a fortiori dans les médias étrangers...

Comme l'écrit Jean Marcou, un des meilleurs observateurs français de la vie politique turque, Ergenekon est une sorte de « *voiture-balai* » ramassant toute une série de présumé putschistes et un « *théâtre d'affrontement majeur* » entre le pouvoir en place et l'opposition. Bien malin qui parvient à soulever le rideau pour établir la réalité ou le caractère infondé des accusations brassées par les procès successifs. On ne peut qu'espérer que les historiens du futur et les témoins privilégiés de l'époque permettront à l'avenir de faire un peu le clair sur ce qui s'est réellement passé, avec la certitude que l'affaire Ergenekon continuera encore de longues années à agiter la vie politique turque...

Sedat Ergin - Hürriyet [centriste]

Que faut-il comprendre des condamnations du procès Ergenekon ?

Le procès Ergenekon apparaît au grand jour comme un imbroglio juridique inextricable qui mêle erreurs et vérités et où les fautes de procédure et les irrégularités jettent une ombre sérieuse sur le caractère équitable [de la procédure].

Les verdicts prononcés hier ouvrent sur de nombreux dilemmes et contradictions. Aussi légitime et fondée qu'ait pu être l'enquête à ses débuts, il y a de bonnes raisons de penser que bon nombre d'accusés ont finalement été injustement condamnés.

De plus les verdicts rendus hier voient la conclusion de la première étape seulement de l'affaire Ergenekon. Il y a désormais trois recours possibles que sont la Cour de Cassation [1], la saisine à titre individuel de la Cour Constitutionnelle [équivalent de la question prioritaire de constitutionnalité du système juridique français] et la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Nous allons devoir vivre encore longtemps avec Ergenekon qui n'a pas fini de faire parler de lui.

La vérité [ne] surgira qu'au terme de ce processus.

Mehmet Tezkan - Milliyet [centriste]

Fichtre ! Il paraît que le vice-chef d'état major en chef était un terroriste...

Voilà que prend fin le procès le plus retentissant, le plus controversé, le plus embrouillé de Turquie.

Mais il n'est pas tout à fait exact de dire qu'il prend fin. Il serait plus juste de dire que le tribunal a renvoyé la balle à la Cour Suprême...

Regardons ce qui s'est passé.

Avant toute chose, le tribunal à compétence spéciale [en charge de l'enquête Ergenekon] a établi qu'Ergenekon était une organisation terroriste.

Très bien, de quoi donc s'est rendue coupable cette organisation ?

Elle aurait essayer de semer le chaos en vue de paver la voie à un coup d'État.

Et les 275 [accusés] ?

C'est là un mystère... D'où le malaise morale [qui accompagne la conclusion du procès]...

Les condamnations prononcées me restent en travers de la gorge. Elles m'ont paru très lourdes. Elles me font dire que cela suffit. Et puis quoi encore ?

Et si vous dites à qui [je fais référence], je dirais [par exemple] l'ancien chef d'état major des armées Basbug.

Qu'a-t-il donc fait ?

Après être devenu chef d'état-major il a fait fermer 20 sites internet en activité qui faisait de la propagande noire, a ordonné la création de trois sites légaux...

Ces sites ne sont jamais rentrés en fonctionnement...

Conclusion : la prison à perpétuité...

Et pour ceux qui étaient en fonction au sein de l'état-major de l'époque, 15 ans, 20 ans...

Bizarre, non ?

Perpétuité aussi à Tuncay [2], et 34 ans aussi bien pour Mustafa [Balbay]...

Bizarre...

Serpil Çevikcan - Milliyet [journal centriste]

Quoiqu'il sorte de l'affaire Balyoz, [ça vaudra aussi pour Ergenekon].

Bon que va-t-il se passer maintenant ?

Le Procureur général de la République sera le premier à devoir examiner [les verdicts prononcés dans l'affaire], et sa ligne de conduite va jouer un rôle important.

L'avis de Procureur général sur le bien-fondé du pourvoi ne présente aucun caractère d'obligation pour la Cour Suprême. En revanche il reflète l'évolution des rapports de forces au sein de la Cour Suprême et son avis sur la question des procès pour [tentative de] coup d'État [tels que Balyoz et Ergenekon] revêt une grande importance.

Le Procureur général dispose également du droit de contester la décision de la Cour Suprême au cas où celle-ci ne serait pas conforme à son avis, ce qui influe sur le sort des inculpés dans la mesure où le dossier serait alors transmis au Conseil général criminel de la Cour Suprême [3].

Kanat Atkaya - Hürriyet [centre droit libéral]

Une copie d'examen.

Les verdicts du procès Ergenekon ont été rendus publics.

Je devrais me réjouir des peines dont ont écopé certaines personnalités que je déteste cordialement, mais comment expliquer dès lors ce sentiment de scrupule qui est le mien, [lorsque j'en réfère à] la morale, certes impuissante devant la loi mais quelque part bien supérieure à elle...

Nous en sommes arrivés à un point où [la question de qui a écopé de quelle peine] ne fait plus aucun sens.

Que dire par exemple des 34 années de prison infligées à Mustafa Balbay [4] alors que dans le même temps on relaxe celui qui a fourni les explosifs dans l'attentat contre le Conseil d'État [5] et on sauve la peau d'un parrain de la mafia [6] en lui infligeant une peine relativement minime ?

Et pendant ce temps Kenan Evren [7] s'essaye à la peinture et Mehmet Ağar [8] au surf...

« *Yechil* » [9] s'est évanoui dans la nature, c'est l'omerta. Suis-je censé m'endormir du sommeil du juste, persuadé que l'État profond est de l'histoire ancienne ?

Et me voilà pris à parti sur Twitter par un charmant personnage qui s'est vu gratifié du poste de « *Premier conseiller du Premier ministre* » [10] pour avoir exprimé ce qui démange ma conscience et ma logique. Que dois-je répondre ? « *Pa 2 pb tout va b1en* » ?

Murat Yetkin - Radikal [gauche libérale] Le procès Ergenekon est parvenu à ses fins

[Avec les verdicts rendu hier], la décision de résister prise par Erdoğan et rendue publique au lendemain du e-mémorandum envoyé par le chef d'état major Yaşar Büyükkant dans la nuit du 27 avril 2007 [11] a porté ses fruits. Erdoğan avait à l'époque intimé aux militaires de « *se mêler de leurs affaires* ». Le gouvernement avait annoncé peu de temps après la tenue d'élections anticipées pour retremper ses forces, déclenché l'ouverture d'une enquête sur l'organisation Ergenekon et amélioré le dispositif légal permettant de lutter contre l'intervention des militaires dans la vie politique en faisant voter les réformes nécessaires au Parlement. Ce programme de « *dissuasion* » était monté d'un cran supplémentaire avec l'affaire Balyoz, et a trouvé hier sa conclusion.

L'ouverture des procès Ergenekon a signé la fin de l'habitude (*néfaste*), relativement répandue dans la société turque, qui consiste à considérer comme normale l'intervention des militaires dans la vie politique. C'est un pas [de plus] vers la conception d'un pouvoir ne pouvant évoluer que par des moyens démocratiques. D'un autre côté, la légitimité des procès Ergenekon reconnue par une bonne part de l'opinion au début de l'affaire a commencé à être battue en brèche à mesure que l'affaire suivait son cours et que de nombreux adversaires du gouvernement et opposants politiques se sont vus à leur tour mis en cause au moyen de témoignages et de preuves qui la plupart du temps n'ont convaincu personne.

Eyüp Can - Radikal [gauche libérale] Qui est jugé dans l'affaire Ergenekon ?

Hier le verdict a été exposé.

Un coup fatal a été porté à la tentative de coup.

Et c'est la une bonne chose, car le coup d'État aussi bien que la tentative de coup d'État doivent être punis de la manière la plus dure.

Mais sans laisser derrière soi un nombre aussi important de regrets.

Car qui dit regrets dit soupçon...

Et qui dit soupçon au tribunal dit soupçon sur la justice, et plus encore soupçon sur soi-même [sur la volonté de vouloir se débarrasser du régime de tutelle militaire] !

Je ne fais que me répéter...

La Turquie a beaucoup souffert des « *agissements de l'État profond* » et des coups d'État...

Ce procès a cloué au pilori le passé trouble de la Turquie en dépit de toutes les tentatives de dérobade.

Malheureusement l'opération initiée pour supprimer la tumeur maligne dont souffrait la tête a commencé à toucher des parties inédites du corps [du malade]...

Une fois l'anesthésie réalisée on a décidé d'une intervention générale.

C'est la raison pour laquelle tous ceux qui jusqu'à aujourd'hui suivaient l'affaire avec le plus grand sérieux sont désormais plongés dans le désarroi.

Aucun démocrate ne s'oppose à ce que l'État règle ses comptes devant les tribunaux avec les organisations illégales passablement dangereuses qui se sont logés dans son cerveau.

De ce point de vue le procès Ergenekon représente une vraie chance pour la démocratie turque.

Mais cette chance s'est évanouie à mesure que l'affaire virait au règlement de comptes idéologique et prend des allures de vendetta judiciaire pour vider [les querelles du passé].

Voir en ligne : [Un poisson dans le Raki](#)

Sources

[9 gazeteden 15 köşe yazarı Ergenekon için ne dedi ?](#) (*Que signifie Ergenekon pour 15 éditorialistes de 9 journaux [différents]*)

T24 Medya - mardi 6 août 2013

[Verdicts dans le procès Ergenekon : analyse et commentaires \(1^{re} partie\)](#)

Un Poisson dans le Raki - Pierre Pandelé (commentaires et traduction) - dimanche 18 août 2013

Notes

[1] Le système juridique turc comporte un seul degré d'appel, la Cour Suprême ou de Cassation (*Yargıtay*), qui juge à la fois sur la forme et le fond.

[2] Tuncay Özkan, écrivain et journaliste d'investigation ayant travaillé pour Cumhuriyet, Milliyet, Radikal et Aksam.

[3] L'affaire sera examinée en premier lieu par la Chambre criminelle de la Cour Suprême, et en cas de contestation de la décision par le parquet, envoyée au Conseil général de la Cour Suprême qui décide en dernière instance.

[4] Journaliste d'investigation au journal kémaliste Cumhuriyet, élu à la députation CHP d'Izmir en 2011 alors qu'il était détenu. Il symbolise l'un des cas le plus clair de détention et de condamnation abusive dans le cadre de l'affaire Ergenekon

[5] Référence à Osman Yıldırım, mafieux au casier judiciaire bien chargé qui a participé aux attentats à la bombe perpétrés contre le journal Cumhuriyet (*aucune victime*) et contre le Conseil d'État, à Ankara en 2006 (*un mort et quatre blessés*). L'homme a écopé pour les actes ci-dessus d'une condamnation aggravée à la perpétuité, qui est la peine la plus lourde prévue par le code pénal turc en remplacement

de la peine de mort, et qui suppose une mise à l'isolement et un régime d'emprisonnement de haute sécurité. Sa peine a été cassée par la Cour de Cassation et son dossier dessaisi pour être renvoyé à la juridiction en charge de l'affaire Ergenekon, où il a paru à titre d'accusé, de témoin et de témoin anonyme. Il a finalement été relaxé pour les actes en question et condamné à quinze ans de prison pour appartenance à une organisation terroriste, peine commuée à trois ans et neuf mois pour « *repentance* ». Apparemment proche des milieux islamistes, mais jugé pour appartenance à une organisation ultra-nationaliste de « *gauche* » (*ulusalci*), Osman Yildırım est en clair suspecté d'avoir été utilisé par la justice et le pouvoir pour mettre en cause d'autres accusés et récompensé pour ses bons offices.

[6] Sedat Peker, parrain de la mafia turque originaire de Rize en Mer Noire, proche de l'extrême-droite pantouraniste, qui a été condamné à 10 ans de prison.

[7] Général instigateur du coup d'État du 12 septembre 1980 et président de la République de 1982 à 1989, actuellement sous le coup d'une instruction judiciaire mais toujours libre.

[8] Haut-fonctionnaire, ancien chef de la police et ministre de l'Intérieur qui a joué un rôle clé dans l'organisation de la contre-guérilla dans les années 90 et s'est trouvé impliqué dans le scandale déclenché par l'affaire d'État de Susurluk (3 novembre 1996) qui a révélé les collusions entre les milieux sécuritaires, les services secrets, la mafia et les foyers d'activistes d'extrême droite. Député du Parti de la Voie Droite (*DYP*) et bénéficiant à ce titre de l'immunité parlementaire, il était toujours parvenu à passer entre les mailles de la justice en dépit de son implication notoire dans d'innombrables crimes et coups tordus lors de la « *sale guerre* » (1984-1999) menée contre la guérilla kurde. Finalement condamné en 2011 pour appartenance à une organisation criminelle, il est condamné à cinq ans de prison et ne purgera finalement qu'un an dans des conditions exceptionnellement confortables. Relâché en 2013 en bénéficiant d'une remise de peine en vertu de nouvelles dispositions de la loi pénale, les nouvelles de ses vacances passées à Bodrum ont scandalisé une partie de l'opinion turque.

[9] Mahmut Yildırım, alias Yeşil (« *Vert* »), membre de la contre-guérilla, exécuter de basses œuvres pour le compte des forces spéciales et des services secrets dans le cadre des escadrons de la mort, responsable probable de plusieurs meurtres non élucidés.

[10] Yiğit Bulut, présentateur TV et journaliste ayant notamment travaillé sur la chaîne d'informations Haber Türk, promu il y a peu conseiller en chef du Premier Ministre et ayant accédé à une popularité involontaire après avoir déclaré pendant les événements de Gezi être persuadé qu'on essayait d'assassiner le Premier Ministre en recourant à la télékinésie.

[11] Communiqué de l'armée qui constituait une menace transparente d'intervention militaire contre le gouvernement AKP, lequel gouvernement a décidé de ne pas plier. Voir cet article de l'OVIPO.